

La gauche départementale alerte sur les « oubliés du Ségur ».

Les élus de la gauche 64 ont présenté un texte pour les oubliés du Ségur, vendredi 8 juillet lors d'une commission de l'Assemblée départementale. Cette motion a été adoptée à l'unanimité. Le Président Lasserre s'est engagé à le relayer auprès de l'Assemblée des Départements de France. Les élus de la gauche départementale envoient dès aujourd'hui ce texte aux parlementaires du 64 et aux présidents de groupe de la NUPES à la l'Assemblée nationale.

Présenté par Véronique Dehos, conseillère départementale de Billère et Coteaux de Jurançon, le texte demande :

que le Président du Département interpelle l'ADF afin :

- que tous les professionnels des secteurs sociaux et médico-sociaux soient concernés par les mesures du Ségur de la Santé
- qu'une revalorisation des salaires, des conditions de travail et que des plans de formation dans les secteurs de l'humain soient menés en urgence.

Le Département s'engage quant à lui à mettre en œuvre dans les meilleurs délais la Loi en cours d'élaboration pour les personnels départementaux qui pourraient être concernés avec effet rétroactif au 1er avril comme déjà annoncé par l'exécutif départemental.

Considérant que le secteur médico-social, déjà sous-tension depuis plusieurs années, a été complètement déstabilisé par la crise sanitaire, certains professionnels continuent cependant d'être exclus du Ségur. De nombreux professionnels (infirmiers, aides-soignants et accompagnateurs éducatifs et sociaux) ont démissionné, ces derniers mois, pour rejoindre en masse d'autres établissements et services ayant bénéficié de revalorisations salariales. Enfin, le texte rappelle la nécessité de former du personnel et d'améliorer les conditions de vie au travail.

La gauche départementale alerte sur les « oubliés du Ségur ».

Les élus de la gauche 64 ont présenté un texte pour les oubliés du Ségur, vendredi 8 juillet lors d'une commission de l'Assemblée départementale. Cette motion a été adoptée à l'unanimité. Le Président Lasserre s'est engagé à le relayer auprès de l'Assemblée des Départements de France. Les élus de la gauche départementale envoient dès aujourd'hui ce texte aux parlementaires du 64 et aux présidents de groupe de la NUPES à la l'Assemblée nationale.

Présenté par Véronique Dehos, conseillère départementale de Billère et Coteaux de Jurançon, le texte demande :

que le Président du Département interpelle l'ADF afin :

- que tous les professionnels des secteurs sociaux et médico-sociaux soient concernés par les mesures du Ségur de la Santé
- qu'une revalorisation des salaires, des conditions de travail et que des plans de formation dans les secteurs de l'humain soient menés en urgence.

Le Département s'engage quant à lui à mettre en œuvre dans les meilleurs délais la Loi en cours d'élaboration pour les personnels départementaux qui pourraient être concernés avec effet rétroactif au 1er avril comme déjà annoncé par l'exécutif départemental.

Considérant que le secteur médico-social, déjà sous-tension depuis plusieurs années, a été complètement déstabilisé par la crise sanitaire, certains professionnels continuent cependant d'être

exclus du Ségur. De nombreux professionnels (infirmiers, aides-soignants et accompagnateurs éducatifs et sociaux) ont démissionné, ces derniers mois, pour rejoindre en masse d'autres établissements et services ayant bénéficié de revalorisations salariales. Enfin, le texte rappelle la nécessité de former du personnel et d'améliorer les conditions de vie au travail.